

Vendredi 22 octobre 2021 :

Pour faire face à la flambée des prix des carburants, le Premier ministre a annoncé hier soir au journal télévisé une "indemnité inflation" de 100 euros en faveur des 38 millions de Français qui gagnent moins de 2 000 euros nets par mois.

Ce dispositif, beaucoup plus large que prévu, ne cible pas les automobilistes et les actifs.

Jean Castex a également annoncé que le prix du gaz en France sera bloqué pour toute l'année 2022.

Ces mesures, prises dans l'urgence, se sont imposées plus qu'elles n'ont été réfléchies. Vivant grassement grâce aux taxes (*Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) et la TVA*) depuis des années, l'État ne veut surtout pas les baisser mais n'entend pas pour autant prendre le risque de revivre une poussée de fièvre similaire au mouvement des Gilets jaunes à six mois de la présidentielle...

Alors bien sûr, personne ne crachera sur un coup de pouce en ces périodes de vache maigre, d'autant plus que cette indemnité n'étant pas conditionnée à l'achat de carburant elle servira certainement pour tout autre chose. Et pourtant...

On ne règle aucun problème, notamment sur le plan énergétique, en plaçant sous perfusion sa population.

La crise est profonde et systémique. On ne pourra donc pas se contenter d'un saupoudrage qui ressemble à une aumône.

Tant qu'il ne sera mis fin à la spéculation qui profite à de grands groupes privés, la variation des

prix continuera à impacter le consommateur.

Encore faut-il savoir comment faire en pratique et ne pas se contenter d'un concept creux.

Le blocage des prix ; la nationalisation de l'industrie pétrolière ou l'achat entre États (*à l'image des contrats privilégiés obtenus par Berlin qui a su investir dans sa sécurité énergétique*), sont autant de pistes qui supposent du courage et de la volonté politique.

Il faudrait aussi accélérer la transition énergétique car de la diversité (nucléaire, énergies renouvelables) dépend l'indépendance énergétique et la lutte contre la précarité énergétique qui s'intensifie du fait de l'augmentation tarifaire des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz).

Mais à part acheter la paix sociale, ce gouvernement sait-il faire autre chose ?